



Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Eric PASTOR, Eric PETIT.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK

Voirie, Espace public - Aménagement d'un barreau routier entre la RD 24E2 et la RD 613 - Convention financière entre le Département de l'Hérault, Pays de l'Étang de l'Or Agglomération, Commune de Saint Aunès et la Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du développement et de l'aménagement de son territoire, Montpellier Méditerranée Métropole sécurise régulièrement son réseau viaire, y compris en limite de son territoire. A l'occasion de l'aménagement de la ZAC des Châtaigniers, qui a pour vocation d'accueillir de l'habitat et des équipements publics et d'intérêt collectif sur la commune de Saint-Aunès, la Métropole souhaite :

- Régler le problème de l'insécurité actuelle du carrefour sur la RD 613 qui ne peut être qu'aggravée par des trafics supplémentaires ;
- Apporter une desserte au Parc d'activité du Salaison dans le cadre de sa requalification.

C'est dans ce cadre que le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de créer une nouvelle section de route, barreau routier, entre la RD 24^E2 et la RD 613 afin de mettre en sécurité le fonctionnement de ce secteur et d'améliorer sa fluidité.

Ce partenariat a permis de finaliser un accord sur le montage d'un projet global regroupant les opérations suivantes : création d'une nouvelle section de route et création d'un nouveau giratoire.

Afin de ne pas retarder l'avancement de l'opération, les parties ont convenu de recourir à un transfert de maîtrise d'ouvrage permettant à la Métropole de poursuivre l'opération engagée de sécurisation conformément à la loi relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (loi MOP) du 12 juillet 1985 qui dispose que lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. L'opération portant sur plus de 80% du territoire métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a proposé d'en assurer la maîtrise d'ouvrage globale. Ce transfert de maîtrise d'ouvrage fait l'objet d'une autre délibération.

Par ailleurs, au titre des avantages que représente pour elle un tel aménagement, Pays de l'Or Agglomération et la commune de Saint Aunès ont décidé d'engager leur concours financier à la Métropole maître d'ouvrage, dans les conditions définies par convention.

La convention a donc pour objet de régler les modalités financières et techniques de l'opération d'aménagement de la RD 24^E2 / RD 613 et ce pour l'ensemble du projet.
Le montant des travaux a été évalué à 1 832 740 € HT (valeur 2018).

Les participations financières de chacune des différentes entités s'établissent comme suit :

	Montant HT	%
Travaux	1 832 740	100
Participation Pays de l'Or Agglomération	403 202,80	22
Participation du Département	366 548	20
Participation de la Métropole	604 804,20	33
Participation Commune de Saint-Aunès	458 185	25

Ces participations financières seront réévaluées à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il résulte du décompte général de l'opération dans les mêmes proportions que pour le financement initial susmentionné.

Il est précisé qu'en cas de survenance de sujétions techniques imprévues, au sens de la jurisprudence, la réévaluation à la hausse de la convention ne pourra être limitée dans son montant et correspondra au surcoût constaté.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention financière avec le Département de l'Hérault, Pays de l'Or Agglomération et la Commune de Saint-Aunès pour la sécurisation du fonctionnement de ce secteur et d'améliorer sa fluidité,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-60015-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.